SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

MEMORIAL DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Memorial des Großherzogthums Luxemburg.

Mardi, 1er mai 1883. Nr. 22. Dinstag, 1. Mai 1883.

Arrêté royal grand-ducal du 20 avril 1883, réglant les conditions d'admission à divers grades de l'administration des contributions.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc, etc.;

Revu Notre arrêté du 23 avril 1878, réglant les conditions d'admission aux grades de receveur et de surnuméraire de l'administration des contributions;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1er. Les art. 1er et 3 de Notre arrêté susvisé sont rapportés et remplacés par les dispositions suivantes:

«*Art.* 1er. Nul ne peut être nommé receveur, »s'il n'a passé au préalable, avec succès, l'examen »de surnuméraire.»

«*Art.* 3. Sont admis à l'examen de surnu»méraire:

»1° les candidats qui justifient d'avoir suivi, »avec succès, la 3e gymnasiale ou la 3e indus»trielle de l'Athénée de Luxembourg, ou bien »d'un autre établissement donnant les mêmes »cours, et

Königl.-Großh. Beschluß vom 20. April 1883, wodurch die Annahme-Bedingungen zu verschiedenen Graden der Steuerverwaltung bestimmt werden.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, 2c, 2c., 2c.;

Nach Einsicht Unseres Beschlusses vom 23. April 1878, wodurch die Annahme-Bedingungen zum Grade von Einnehmer und Supernumerar der Steuerverwaltung geregelt werden;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Berathung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Art. 1 und 3 Unseres vorbezogenen Beschlusses sind abgeschafft und durch nachstehende Bestimmungen ersetzt:

„Art. 1. Niemand kann zum Einnehmer er„nannt werden, wenn er nicht zuvor die Super„numerar-Prüfung mit Erfolg bestanden hat."

„Art. 3. Zur Supernumerar-Prüfung werden „zugelassen:

„1° Die Bewerber, welche darthun, daß sie „mit Erfolg die Lehrcurse der 3. Gymnasial„Classe oder der 3. Classe der Gewerbeschule am „Athenäum zu Luxemburg, oder an einer anderen „Anstalt, welche dieselben Lehrcurse gibt, befolgt „haben, und

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

»2° les commis de direction et des accises »après trois ans de bons services.»

Art. 2. Nul ne peut être nommé vérificateur des poids et mesures, s'il n'a été déclaré admissible à la suite d'un examen dont les conditions et le programme seront arrêtés par Notre Directeur général des finances.

Art. 3. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Walton on Thames, le 20 avril 1883.

GUILLAUME.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

„2° die Commis der Direction und die Accisen-„beamten nach drei Jahren guter Dienste."

Art. 2. Niemand kann zum Aichmeister ernannt werden, wenn er nicht in Folge einer Prüfung, deren Bedingungen und Programm durch Unsern General-Director der Finanzen festzustellen sind, hierzu befähigt erkannt worden ist.

Art. 3. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Walton on Thames den 20. April 1883.

Wilhelm.

Der General Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Avis. — Brevets d'invention.

Les brevets d'invention ci-après ont été délivrés pendant le mois de mars écoulé, en exécution de la loi du 30 juin 1880, savoir :

N° 259. Le 3 mars 1883. — A M. Barthélémy *Lanoizelet*, à Bourbon-Lancy, représenté par M. Ferdinand Ludwig, commis du Gouvernement, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour son mandant, à Luxembourg, en sa demeure ; — pour un instrument dit «Petit Butteur».

N° 260. Même date. — A la dame Laure *von Dülcken*, domiciliée à Stuttgart, représentée par M. Mathias Feltgen, ingénieur-chimiste, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour sa mandante, à Luxembourg, en sa demeure ; — pour un appareil dit «Bügelstein».

N° 261. Le 5 mars 1883. — A MM. Achille *Mariotte*, Abel *Mariotte* et Eugène *Boffy*, domiciliés à Paris, représentés par M. Alphonse Munchen, ingénieur civil, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour ses mandants, à Luxembourg, en sa demeure ; — pour perfection-

Bekanntmachung. — Erfindungspatente.

Nachstehende Erfindungspatente sind während des verflossenen Monats März in Gemäßheit des Gesetzes vom 30. Juni 1880 ausgestellt worden und zwar:

Nr. 259. Am 3. März. — Dem Hrn. Bartholomäus Lanoizelet zu Bourbon-Lancy, vertreten durch Hrn. Ferdinand Ludwig, Regierungscommis, welcher für sich und seinen Vollmachtgeber, zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domicil erwählt hat; — auf ein Instrument genannt: „Petit Butteur".

Nr. 260. Gleiches Datum. — Der Dame Laura von Dülcken, wohnhaft zu Stuttgart, vertreten durch Hrn. Mathias Feltgen, Ingenieur und Chemiker, welcher für sich und seine Auftraggeberin, zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domicil erwählt hat; — auf einen Apparat genannt: „Bügelstein".

Nr. 261. Am 5. März. — Den HH. Achill Mariotte, Abel Mariotte, und Eugen Boffy, wohnhaft zu Paris, vertreten durch Hrn. Alphons München, Civil-Ingenieur, welcher für sich und seine Vollmachtgeber, zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domicil erwählt hat; — auf

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

nements aux appareils et procédés propres à effectuer la moûture du blé et autres céréales.

N° 262. Même date. — A la société A. *Labrosse* et J. *Richard*, manufacturiers à Sedan (Ardennes), représentée par M. Alphonse Munchen, ingénieur civil, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour sa mandante, à Luxembourg, en sa demeure ; — pour des moyens perfectionnés pour obtenir par le tondage tous effets de dessins variés sur les étoffes veloutées, drapées ou autres.

N° 263. Le 8 mars. — A la même Société, même représentation ; — pour des moyens perfectionnés pour obtenir par redressement des poils, avec ou sans tondage ultérieur, tous effets de dessins variés sur les étoffes veloutées, drapées ou autres.

N° 264. Le 10 mars. — A MM. *Stollwerk*, frères, domiciliés à Cologne ; — même représentation ; — pour procédés et appareils pour l'alimentation de chaudières à vapeur avec de l'eau d'alimentation non inscrustante.

N° 265. Le 14 mars. — A M. Nicolas *Mœs*, ferblantier à Redange, qui a fait élection de domicile, à Redange, en sa demeure ; — pour un appareil réfrigérant pour le lait.

N° 266. Même date. — A M. le docteur Charles *Scheibler*, professeur à Berlin, représenté par M. Alphonse Munchen, ingénieur civil, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour son mandant, à Luxembourg, en sa demeure ; — pour un procédé pour la séparation du sucre d'avec les mélasses et les syrops par la production de sucre strontiane à basse température.

N° 267. Le 15 mars. — A MM. E. *Meyer et Comp.*, fabricants de machines à St. Jean-lez-Sarrebruck, représentés par M. Charles Dumont, surnuméraire de l'enregistrement, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour ses mandants, à Luxembourg, en sa demeure ; — pour innovations aux waggonets d'extraction.

Verbesserungen an den Apparaten und Verfahren zum Mahlen des Getreides und anderer Cerealien.

Nr. 262. Gleiches Datum. — Der Gesellschaft A. Labrosse und J. Richard, Manufacturisten zu Sedan (Ardennen), vertreten durch Hrn. Alphons München, Civil-Ingenieur, welcher für sich und seine Vollmachtgeber, zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domicil erwählt hat ; — auf Neuerungen in der Darstellung von Gebilden verschiedenartigster Effekte in Sammet-, Woll- und andern Stoffen.

Nr. 263. Am 8. März — Derselben Gesellschaft. — Dieselbe Vertretung ; — auf Neuerungen in der Darstellung von Gebilden verschiedenartigster Effekte in Sammet-, Woll- und anderen Stoffen durch Aufrichten der Haare mit oder ohne nachheriges Abscheeren.

Nr. 264. Am 10. März. — Die Gebrüder Stollwerk, wohnhaft zu Köln ; — dieselbe Vertretung ; — auf ein Verfahren und Apparate zur Speisung von Dampfkesseln mit kesselsteinfreiem Speisewasser.

Nr. 265. Am 14. März. — Dem Hrn. Nikolaus Moes, Klempner zu Redingen, welcher zu Redingen, in seiner Wohnung, Domicil erwählt hat ; — auf ein Milchkühlapparat.

Nr. 266. Gleiches Datum. — Dem Hrn. Doctor Karl Scheibler, Professor zu Berlin, vertreten durch Hrn. Alphons München, Civil-Ingenieur, welcher für sich und seinen Vollmachtgeber, zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domicil erwählt hat ; — auf ein Verfahren zur Abscheidung des Zuckers aus Melassen und Syrupen, durch Erzeugung von Strontianzucker bei niedrigen Temperaturen.

Nr. 267. Am 15. März. — Den HH. E. Meyer und Comp., Maschinenfabrikanten zu St. Johann bei Saarbrücken, vertreten durch Hrn. Karl Dümont, Supernumerar der Einregistrierungs-Verwaltung, welcher für sich und seine Vollmachtgeber, zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domicil erwählt hat ; — auf Neuerungen an Förderungswagen.

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

N° 268. Le 19 mars. — A la fabrique de couleurs, autrefois *Brœnner*, à Frankfort s/M., représentée par M. Alphonse Munchen, ingénieur civil, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour sa mandante, à Luxembourg, en sa demeure ; — pour un procédé pour transformer les acides déjà décrits par Schæfer sous la dénomination d'acides monosulfurés de Beta Naphtol en deux nouveaux acides sulfurés de naphtolanium et leur transformation en couleurs diverses.

N° 269. Le 22 mars. — A M. Théodore *Hansen*, Fabriken Papyrus près Copenhague, représenté par M. Victor Michaëlis, industriel, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour son mandant, à Luxembourg, en sa demeure ; — pour un procédé de fabrication d'une matière élastique en papier pour emballages et des machines à ce destinées.

N° 270. Même date. — A. M. Georges *Rocour*, ingénieur à Liége, représenté par M. Auguste Liger, avocat-avoué, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour son mandant, à Luxembourg, en son étude ; — certificat d'addition au brevet n° 177, du 20 janvier 1882, pour utilisation des scories métallurgiques.

N° 271. Le 30 mars. — A M. le Dr Hubert *Grouven*, demeurant à Leipzig, représenté par M. Alphonse Munchen, ingénieur civil, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour son mandant, à Luxembourg, en sa demeure ; — pour un procédé pour la transformation de la célestine en carbonate de strontiane.

Les brevets d'invention ci-après sont éteints pour défaut de paiement de la taxe annuelle :

N° 88. — Machine automatique à recourber les tuyaux.

N° 90. — Tête de pipe avec une disposition propre à tenir le tabac sec.

Nr. 268. Am 19. März. — Der Farbfabrik, vormal. Brönner, zu Frankfurt a/M., vertreten durch Hrn. Alphons München, Civil Ingenieur, welcher für sich und seine Vollmachtgeberin, zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domicil erwählt hat; — auf ein Verfahren zur Umwandlung der von Schäfer beschriebenen Beta Naphtolmonosulfosäure in zwei neue Beta Naphtylaminsulfosäuren und Darstellung von Farbstoffen aus denselben.

Nr. 269. Am 22. März. — Dem Hrn. Th. Hansen, Fabriken Papyrus bei Copenhagen, vertreten durch Hrn. Victor Michaelis, Industrielle, welcher für sich und seinen Vollmachtgeber, zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domicil erwählt hat; — auf ein Verfahren zur Herstellung eines elastischen Verpackungsstoffes, sowie der hierzu erforderlichen Maschinen.

Nr. 270. Gleiches Datum. — Dem Hrn. Georg Rocour, Ingenieur zu Lüttich, vertreten durch Hrn. August Liger, Advocat-Anwalt, welcher für sich und seinen Auftraggeber, zu Luxemburg, in seiner Schreibstube, Domicil erwählt hat; — Zusatzpatent zu Nr. 177, vom 20. Januar 1882, auf die Verwerthung phosphorhaltiger Guß-Schlacken.

Nr. 271. Am 30. März. — Dem Hrn. Dr Hubert Grouven, wohnhaft zu Leipzig, vertreten durch Hrn. Alphons München, Civil Ingenieur, welcher für sich und seinen Vollmachtgeber, zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domicil erwählt hat; — auf ein Verfahren zur Umwandlung des Cölestin in kohlensauren Strontian.

Folgende Erfindungspatente sind erloschen wegen Nicht-Entrichtung der jährlichen Gebühr :

Nr. 88. — Auf eine selbstthätige Knierohr-Biegemaschine.

Nr. 90. — Auf einen Pfeifenkopf mit Einrichtung zur Trockenhaltung des Tabacks.

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

N° 98. — Système d'appareil pour l'application, au corps humain, de la chaleur et du froid.

N° 119. — Pipe à fumer continue (certificat d'addition au brevet d'invention, n° 90).

N° 121. — Procédé permettant d'employer comme combustible opérant la fusion des minerais de fer simultanément avec le coke, le tan ayant servi à la préparation des cuirs.

N° 124. — Procédé économique pour le traitement des eaux ammoniacales du gaz.

N° 126. — Utilisation de l'acide carbonique obtenu dans le grillage des minerais de fer spathique, pour la fabrication de la soude par l'ammoniaque.

N° 165. — Machine à mélanger les farines.

N° 170. — Huile dite « Brillantœl ».

N° 173. — Système rotatif applicable à tous les genres de pompes et de ventilateurs.

N° 174. — Innovation aux pompes à piston.

Luxembourg, le 26 avril 1883.

Pour le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement:
Le Conseiller de Gouvernement,
THORN.

Avis. — Domaines.

L'administration de l'enregistrement et des domaines est chargée de vendre, conformément à la loi du 17 décembre 1853, une parcelle domaniale d'une contenance de 49 centiares, située ban de Wormeldange, au lieu dit « Im Woiselt », entre le chemin de halage et P. Frieden.

Luxembourg, le 25 avril 1883.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Nr. 98. — Auf einen Kühl- und Wärme-Apparat zu medicinischen Zwecken.

Nr. 119. — Auf eine continuirlich rauchbare Pfeife (Zusatzpatent zu Nr. 90).

Nr. 121. — Auf ein Verfahren zur Verwendung der abgenutzten Gerberlohe als Brennstoff bei der Schmelzung von Eisenerz, gleichzeitig mit Coke.

Nr. 124. — Auf ein ökonomisches Verfahren zur Behandlung der bei der Gasfabrikation gewonnenen ammoniacalischen Flüssigkeiten.

Nr. 126. — Auf die Benutzung der bei dem Rösten von Spath-Eisenerzen gewonnenen Kohlensäure, zur Herstellung von Eisenerzen mit Ammoniak.

Nr. 165. — Auf eine Maschine zum Mengen der Mehlsorten.

Nr. 170. — Auf ein Brillantöl.

Nr. 173. — Auf ein Achsendrehungssystem, welches auf jede Art von Pumpen anwendbar ist.

Nr. 174. — Auf Neuerungen an Kolbenpumpen.

Luxemburg den 26. April 1883.

Für den Staatsminister, Präsidenten der Regierung:
Der Regierungsrath,
Thorn.

Bekanntmachung. — Domänen.

Die Einregistrirungs- und Domänen-Verwaltung ist beauftragt, gemäß dem Gesetze vom 17. December 1853, eine Bann Wormeldingen, Ort genannt „Im Woiselt", zwischen dem Leinpfade und P. Frieden gelegene Domanial-Parzelle von 49 Centiaren zu verkaufen.

Luxemburg den 25. April 1883.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

Avis. — Administration des postes et télégraphes.

Par arrêté royal grand-ducal du 20 de ce mois, M. N. *Mallinger*, percepteur des postes au bureau de Luxembourg-ville, a été nommé, sur sa demande, percepteur de 1re classe des postes au bureau de Luxembourg-gare.

Par le même arrêté, M. Ad. *Gries*, percepteur de 1re classe des postes au bureau de Luxembourg-gare, a été nommé percepteur des postes au bureau de Luxembourg-ville.

Luxembourg, le 25 avril 1883.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Bekanntmachung. — Post- und Telegraphen-Verwaltung.

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 20. d. Mts. ist Hr. N. Mallinger, Perceptor am Postamte zu Luxemburg-Stadt, auf sein Ansuchen, zum Perceptor 1. Klasse an dem Postamte zu Luxemburg-Bahnhof ernannt worden.

Durch denselben Beschluß ist Hr. Ad. Gries, Perceptor 1. Klasse an dem Postamte zu Luxemburg-Bahnhof, zum Perceptor an dem Postamte zu Luxemburg-Stadt ernannt worden.

Luxemburg den 25. April 1883.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Instruction aux administrations communales, aux médecins de canton et aux vaccinateurs du Grand-Duché, concernant le service de la vaccine.

En vue d'assurer la stricte exécution des dispositions de l'arrêté royal grand-ducal du 25 avril 1856 relatif à la vaccine, les administrations communales, les médecins de canton et les vaccinateurs sont invités à se conformer aux instructions suivantes :

1° Le bourgmestre ou son délégué réunira, au jour indiqué par le vaccinateur, tous les enfants non vaccinés d'une commune, dans une maison appropriée à l'opération de la vaccine.

2° Il fera l'appel nominal de tous les enfants. En cas d'absence de l'un ou de plusieurs d'entre eux, il se rendra, avec le vaccinateur, dans la demeure des parents ou tuteurs, afin d'apprendre la raison de leur absence, et dans le cas où cette cause ne serait pas fondée, de les convaincre d'accepter les bienfaits de la vaccine; il transmettra les noms des récalcitrants au commissaire de district.

3° Dans l'intervalle du huitième ou dixième jour après l'opération, les vaccinateurs feront une seconde visite dans les communes afin de s'assurer du résultat des opérations; ils en

Instruktion an die Gemeinde-Verwaltungen, Cantonalärzte und Vaccinatoren des Großherzogthums, den Impfungsdienst betreffend.

Zur genauen Befolgung des Königl.-Großh. Beschlusses vom 25. April 1856, die Impfung betreffend, haben die Gemeinde-Verwaltungen, Cantonalärzte und Vaccinatoren sich nach folgenden Instruktionen zu richten :

1) An einem von dem Vaccinator zu bestimmenden Tage läßt der Bürgermeister oder sein Abgeordneter, in einem zur Vornahme der Impfung geeigneten Hause, alle noch nicht geimpften Kinder der Gemeinde versammeln.

2) Derselbe Beamte hat alle Kinder namentlich aufzurufen. Im Falle der Abwesenheit eines oder mehrerer Kinder, begibt er sich mit dem Vaccinator in die Wohnung der Eltern oder Vormünder, um den Grund der Abwesenheit zu erfahren, und sie, wenn diese Ursache unbegründet ist, zu bewegen, die Wohlthat der Impfung anzunehmen; die Namen der Widerspenstigen hat er dem Districts-Commissar anzuzeigen.

3) In der Zeit vom 8. bis zum 10. Tage nach der Impfung müssen die Vaccinatoren zu einem zweiten Besuche in die Gemeinden sich begeben, um sich von dem Erfolg der Impfung zu über-

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

dresseront procès-verbal et le transmettront au commissaire de district et au médecin du canton.

Ce procès-verbal mentionnera :

a) le nombre des enfants à vacciner dans chaque commune du ressort ;

b) le nombre des enfants soumis à la vaccination et le nombre de ceux qui sont vaccinés avec succès.

4° Les vaccinateurs délivreront lors de la seconde visite, si la vaccine a parcouru régulièrement ses périodes, à la personne intéressée un certificat par écrit, qu'ils feront signer *en leur présence*, par le bourgmestre ou son délégué.

5° Les vaccinateurs inscriront toutes les vaccinations dans un registre, qu'ils transmettront au commissaire de district.

6° Les médecins de canton s'assureront de la stricte exécution des prescriptions sur la vaccine ; ils en feront rapport qu'ils transmettront au Collége médical, avec ceux à fournir par les vaccinateurs, avant le 1er octobre de chaque année.

7° Le vaccin est fourni gratuitement aux vaccinateurs par l'institut vaccinal établi à Luxembourg.

8° Les vaccinateurs ne pourront ni céder ni vendre à des tiers du vaccin qui leur est fourni par l'institut vaccinal, sous peine de révocation de leurs fonctions.

9° Les vaccinateurs seront tenus de procéder à la vaccination dans le délai fixé par le Gouvernement.

L'institut vaccinal fournira le cowpox aux différents cantons aux dates suivantes :

Canton de Remich, du 8 au 15 mai ;
id. Grevenmacher, du 15 au 21 mai ;
id. Echternach, du 21 au 27 mai ;
id. Luxembourg, du 27 mai au 2 juin ;
id. Capellen, du 2 au 8 juin ;
id. Redange, du 8 au 14 juin ;

zeugen ; sie werden ein Protokoll hierüber aufnehmen und dasselbe dem Distrikts-Commissar und dem Cantonalarzt übersenden.

In diesem Protokoll wird angegeben :

a) die Zahl der in jeder Gemeinde des Ressorts zu impfenden Kinder ;

b) die Zahl der geimpften Kinder, sowie die Zahl derjenigen, welche mit Erfolg geimpft sind.

4) Die Vaccinatoren müssen, nach dem zweiten Besuche, wenn die Impfung einen normalen Verlauf gehabt, der betheiligten Person eine schriftliche Bescheinigung, welche in deren Gegenwart von dem Bürgermeister oder dessen Abgeordneten unterschrieben wird, ausfertigen.

5) Die Vaccinatoren müssen alle Impfungen in ein Register einschreiben, welches sie dem Districts-Commissar zu übersenden haben.

6) Die Cantonalärzte müssen sich über die genaue Ausführung der Vorschriften über die Impfung versichern und bei Einsendung der Berichte der Vaccinatoren dem Medicinal-Collegium spätestens vor dem 1. October jedes Jahres darüber berichten.

7) Die Impfe wird den Vaccinatoren durch das Vaccinal-Institut zu Luxemburg unentgeltlich verabreicht.

8) Den Vaccinatoren ist es untersagt, die ihnen durch das Vaccinal-Institut gelieferte Impfe dritten Personen zu überlassen oder zu verkaufen, unter Strafe der Amts-Entsetzung.

9) Die Vaccinatoren sind verpflichtet, die Impfungen in der durch die Regierung vorgeschriebenen Frist vorzunehmen.

Das Vaccinal-Institut wird die Impfe für die verschiedenen Cantone an den nachbezeichneten Tagen liefern :

Canton Remich, vom 8. auf den 15. Mai ;
„ Grevenmacher, 15. „ 21. „
„ Echternach, 21. „ 27. „
„ Luxemburg, v. 27. Mai a. d. 2. Juni ;
„ Capellen, „ 2. auf den 8. Juni ;
„ Redingen, „ 8. „ 14. „

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

Canton d'Esch-s/Alz., du 14 au 20 juin ;
id. Mersch, du 20 au 26 juin ;
id. Diekirch, du 26 juin au 2 juillet ;
id. Clervaux, du 8 au 14 juillet.

Luxembourg, le 27 avril 1883.

Le Directeur général de la justice,
Paul EYSCHEN.

Avis. — Service sanitaire.

Par arrêté du 27 avril courant, pris en exécution de l'art. 5, § 2 de l'arrêté royal grand-ducal du 25 avril 1856, ont été nommés vaccinateurs, à titre provisoire pour l'année 1883 :

M. *Alesch*, médecin à Luxembourg, pour la ville de Luxembourg ;

M. *Koch*, médecin à Luxembourg, pour les communes de Contern, Hamm, Hesperange, Hollerich, Niederanven, Schuttrange et Weiler-la-Tour du canton de Luxembourg ;

M. *Rollinger*, médecin à Luxembourg, pour les communes de Bertrange, Eich, Rollingergrund, Sandweiler, Steinsel, Strassen et Walferdange du même canton ;

M. *Conzemius*, médecin à Differdange, pour les communes de Differdange et Sanem du canton d'Esch-sur-l'Alzette ;

M. *Flesch*, médecin à Rumelange, pour les communes de Dudelange, Frisange et Kayl du même canton ;

M. *Lehnertz*, médecin à Rodange, pour les communes de Mondercange, Petange et Reckange du même canton ;

M. *Meyers*, médecin à Esch-sur-l'Alzette, pour les communes de Bettembourg, Leudelange et Rœser du même canton ;

M. *Metzler*, médecin à Esch-sur-l'Alzette, pour les communes d'Esch-sur-l'Alzette et de Schifflange du même canton ;

M. *Feltgen*, médecin à Berschbach, pour le canton de Mersch ;

M. *Herr*, médecin à Ettelbruck, pour les communes d'Ettelbruck, Bourscheid, Erpel-

Canton Esch a. d. A. „ 14. auf den 20. Juni ;
„ Mersch, „ 20. „ 26. „
„ Diekirch, „ 26. Juni a. d. 2. Juli ;
„ Clerf, „ 8. auf den 14. Juli.

Luxemburg den 27. April 1883.

Der General-Director der Justiz,
Paul Eyschen.

Bekanntmachung. — Sanitätsdienst.

Durch Beschluß vom heutigen Tage, in Vollziehung des Art. 5, § 2 des Königl.-Großherzogl. Beschlusses vom 25. April 1856, sind provisorisch für 1883 zu Vaccinatoren ernannt worden:

Die HH. Alesch, Arzt zu Luxemburg, für die Stadt Luxemburg ;

Koch, Arzt zu Luxemburg, in den Gemeinden Contern, Hamm, Hesperingen, Hollerich, Niederanven, Schüttringen und Weiler zum Thurm des Cantons Luxemburg ;

Rollinger, Arzt zu Luxemburg, in den Gemeinden Bartringen, Eich, Rollingergrund, Sandweiler, Steinsel, Strassen und Walferdingen desselben Cantons ;

Conzemius, Arzt zu Differdingen, in den Gemeinden Differdingen und Sassenheim des Cantons Esch an der Alzette ;

Flesch, Arzt zu Rümlingen, in den Gemeinden Düdelingen, Frisingen und Kayl desselben Cantons ;

Lehnerts, Arzt zu Rodingen, in den Gemeinden Monnerich, Petingen und Redingen desselben Cantons ;

Meyers, Arzt zu Esch an der Alzette, in den Gemeinden Bettemburg, Leudelingen und Röser desselben Cantons ;

Metzler, Arzt zu Esch an der Alzette, in den Gemeinden Esch an der Alzette und Schifflingen desselben Cantons ;

Feltgen, Arzt zu Berschbach, für den Canton Mersch ;

Herr, Arzt zu Ettelbrück, in den Gemeinden Ettelbrück, Bourscheid, Erpeldingen, Feulen, Ho-

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

dange, Feulen, Hoscheid, Mertzig et Schieren du canton de Diekirch ;

M. *Zettinger*, médecin à Diekirch, pour les communes de Diekirch et de Bettendorf du même canton ;

M. *Valerius*, médecin à Diekirch, pour les communes de Bastendorf, Ermsdorf, Medernach et Reisdorf du même canton, ainsi que pour les communes du canton de Vianden ;

M. *Schrœder*, médecin à Redange, pour le canton de Redange ;

M. *Bohler*, médecin à Wiltz, pour le canton de Wiltz ;

M. *Mathes*, médecin à Remich, pour le canton de Remich ;

M. *Dietz*, médecin à Grevenmacher, pour le canton de Grevenmacher.

Luxembourg, le 27 avril 1883.

Le Directeur général de la justice,
Paul EYSCHEN.

Règlement d'exécution de l'arrêté royal grand-ducal, du 6 avril 1883, défendant l'importation de porcs, de viande de porc etc. d'origine américaine.

1. L'importation de porcs, de viande de porc, y compris les flèches de lard, et de saucisses de toute espèce venant de pays qui ne font pas partie de l'Union douanière allemande, l'origine non américaine doit être constatée :

a) soit au moyen d'un certificat du consul allemand ou luxembourgeois du district étranger respectif ;

b) soit au moyen d'un certificat de police compétente du pays d'origine.

Dans le dernier cas (*b*), la compétence de l'autorité de police qui donne le certificat, doit être attestée d'une manière particulière par le consul allemand ou luxembourgeois (*a*).

Cette attestation n'est cependant pas nécessaire dans le commerce avec l'Autriche-Hongrie, pour les certificats d'origine délivrés ou légalisés

scheid, Mertzig und Schieren, des Cantons Diekirch ;

Zettinger, Arzt zu Diekirch in den Gemeinden Diekirch und Bettendorf desselben Cantons ;

Valerius, Arzt zu Diekirch, in den Gemeinden Bastendorf, Ermsdorf, Medernach und Reisdorf desselben Cantons, sowie in den Gemeinden des Cantons Vianden ;

Schröder, Arzt zu Redingen, für den Canton Redingen ;

Bohler, Arzt zu Wiltz, für den Canton Wiltz ;

Mathes, Arzt zu Remich, für den Canton Remich ;

Dietz, Arzt zu Grevenmacher, für den Canton Grevenmacher.

Luxemburg den 27. April 1883.

Der General-Director der Justiz,
Paul Eyschen.

Ausführungsbestimmungen zum Kgl.-Großh. Beschlusse vom 6. April 1883, betreffend das Verbot der Einfuhr von Schweinen, Schweinefleisch und Würsten amerikanischen Ursprungs.

1. Bei der Einfuhr von Schweinen, Schweinefleisch einschließlich der Speckseiten, so wie von Würsten aller Art aus dem Zollvereins-Auslande ist der nicht amerikanische Ursprung derselben durch Zeugnisse entweder

a) des für den betreffenden ausländischen Bezirk angestellten Deutschen resp. Luxemburgischen Consuls oder

b) der zuständigen Polizeibehörde des Ursprungslandes nachzuweisen. Im letzteren Falle (b) muß die Zuständigkeit der bescheinigenden Polizeibehörde durch den Deutschen resp. Luxemburgischen Consul (a) besonders beglaubigt sein. Einer solchen Beglaubigung bedarf es jedoch im Verkehre mit Oesterreich-Ungarn für die nach Maßgabe des zwischen diesem und dem Deutschen Reiche unter'm 25. Februar 1880 abgeschlossenen Vertrages aus-

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

conformément au traité du 25 février 1880 entre l'Empire allemand et l'Autriche.

Si le certificat d'origine n'est pas rédigé en langue allemande ou française, l'importateur ou le voiturier sont tenus, à la demande de l'autorité qui contrôle l'importation ou qui s'occupe de la déclaration d'entrée, d'y joindre une traduction officielle et légalisée.

Les certificats d'origine doivent être délivrés par les autorités désignées sous les littéras *a* et *b* trente jours au plus tôt avant l'arrivée des envois respectifs à la frontière; ils doivent être remis, lors de l'importation de l'envoi, aux employés de la douane ou à l'autorité chargée du contrôle de l'importation, lesquels ont charge de les conserver.

2. Lors de l'importation de porcs vivants d'un pays qui ne fait pas partie de l'Union douanière allemande, les certificats d'origine doivent indiquer, le plus exactement possible, le nombre, l'espèce (race), la couleur et, le cas échéant, les marques extérieures particulières; ils doivent mentionner en outre que les animaux sont élevés en . . . (Autriche-Hongrie, Belgique, etc.) et qu'ils se sont trouvés, pendant les trente derniers jours avant l'expédition vers l'Union douanière, dans un endroit déterminé appartenant au ressort de l'administration qui atteste.

Lors de l'importation de cochons de lait vivants (cochons pesant moins de 10 kilogr.), il suffit de la désignation sommaire dans le certificat d'origine des dits cochons, d'après le nombre et l'espèce (race) ainsi que de l'attestation qu'ils sont nés en . . . (Autriche-Hongrie, Belgique etc.).

3. Lors de l'importation d'un pays étranger à l'Union douanière allemande de viande de porc, y compris les flèches de lard, ainsi que de saucisses de toute espèce, on doit fournir un certificat indiquant :

a) l'espèce des marchandises, le nombre de colis, le genre d'emballage et les marques. Les grandes pièces peuvent être marquées

gestellten oder beglaubigten Ursprungszeugnisse nicht.

Ist das Ursprungszeugniß nicht in deutscher oder französischer Sprache ausgestellt, so muß auf Erfordern der die Einfuhr controlirenden oder die Eingangs-Abfertigung bewirkenden Behörde eine amtlich beglaubigte Uebersetzung von dem Einführenden bzw. Waarenführer beigefügt werden.

Die Ursprungszeugnisse dürfen nicht früher als 30 Tage vor dem Eintreffen der zugehörigen Sendungen an der Zollvereinsgrenze von den unter a) und b) bezeichneten Behörden ausgestellt sein; dieselben sind bei der Einfuhr der Sendung dem Grenzeingangsamte oder der die Einfuhr kontrolirenden sonstigen Behörde zu übergeben und werden daselbst zurückbehalten.

2. Bei der Einfuhr von lebenden Schweinen aus dem Zollvereins-Auslande müssen dieselben in den Ursprungszeugnissen nach Stückzahl, Gattung (race), Farbe, so wie nach etwaigen besondern äußern Kennzeichen thunlichst genau bezeichnet werden; ferner muß darin noch besonders bescheinigt werden, daß die Thiere in . . . (Oesterreich-Ungarn, Belgien 2c.) aufgezogen sind und innerhalb der letzten 30 Tage vor der Absendung nach dem Zollvereine in einem zum Bezirke der attestirenden Amtsstelle gehörigen bestimmt zu bezeichnenden Orte gestanden haben.

Bei der Einfuhr von lebenden Spanferkeln (Schweinen von weniger als 10 Kilogr. Gewicht) genügt die summarische Bezeichnung derselben im Ursprungsatteste nach Zahl und Gattung (race) so wie die Bescheinigung, daß dieselben in . . . . (Oesterreich-Ungarn, Belgien 2c.) geboren sind.

3. Bei der Einfuhr von Schweinefleisch, einschließlich der Speckseiten, so wie von Würsten aller Art aus dem Zollvereins Auslande muß eine Bescheinigung beigebracht werden, in welcher

a) die Gattung der Waaren, die Zahl der Colli deren Verpackungsart und Signatur angegeben ist; hierbei können größere Stücke durch einen

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

au moyen d'un cachet apposé par l'autorité de police respective ;

b) le nom et la résidence du charcutier qui a fabriqué les marchandises dont il s'agit; il doit constater aussi que la résidence du charcutier est du ressort de l'administration (non américaine) chargée de l'attestation, que le dit charcutier ne fait pas le commerce de porcs, de viande de porc et de lard d'origine américaine, qu'il ne sert pas d'intermédiaire dans les affaires d'articles semblables d'origine américaine, et, enfin, que les marchandises importées ne proviennent pas d'animaux d'origine américaine.

4. On peut se passer de la légalisation consulaire du certificat d'origine (n° 1) si, d'après l'avis du chef de la douane d'entrée ou de l'autorité qui contrôle l'importation, il n'y a aucun doute que l'autorité qui atteste soit l'autorité de police compétente du pays d'origine.

On peut se passer du certificat d'origine (n° 1) à l'importation de porcs vivants (n° 2) lorsque, de l'avis du même chef de la douane, il n'y a aucun doute quant à l'origine d'animaux d'autres pays que l'Amérique et particulièrement s'il est prouvé au moyen de factures, d'originaux de lettres de voitures, de correspondances commerciales ou de toute autre manière, qu'ils ne sont pas d'origine américaine.

5. Les dispositions qui précèdent peuvent être déclarées non applicables par le Gouvernement au petit trafic de frontière; de même n'est pas nécessaire une indication spéciale de l'origine dans les cas où des parties des marchandises dont il est question sont introduites par des voyageurs comme bagages.

6. Si les certificats d'origine nécessaires font défaut lors de l'importation des animaux et des marchandises dont il s'agit, ou si les certificats qui accompagnent l'envoi ne répondent pas aux

von der betreffenden Polizeibehörde aufgedrückten Stempel identifizirt werden. Ferner muß

b) die Angabe des Namens und Wohnortes des Fleischwaarenfabrikanten, welcher die bezüglichen Waaren hergestellt hat, so wie die Bestätigung darin enthalten sein, daß der Wohnort des Fabrikanten zum Bezirke der attestirenden (nicht amerikanischen) Amtsstelle gehört, der Fabrikant sich weder mit der Verarbeitung von Schweinen, Schweinefleisch und Speck amerikanischen Ursprungs noch mit dem An- oder Verkauf oder der Vermittelung von Geschäften in derartigen Artikeln amerikanischen Ursprungs befaßt, daß endlich die eingeführten Waaren aus Thieren nicht amerikanischen Ursprungs hergestellt sind.

4. Von der consularischen Beglaubigung der Ursprungszeugnisse (Nr. 1) kann nach der Bestimmung des Vorstandes des Grenzeingangsamtes oder der die Einfuhr controlirenden Behörde dann abgesehen werden, wenn kein Zweifel darüber besteht, daß die bescheinigende Behörde die zuständige Polizeibehörde des Ursprungslandes ist.

Bei der Einfuhr von lebenden Schweinen (Nr. 2) kann nach der Bestimmung desselben Vorstandes von der Beibringung des Ursprungszeugnisses (Nr. 1) Abstand genommen werden, wenn über die Abstammung der Thiere aus andern Ländern als Amerika kein Zweifel besteht, daher insbesondere, wenn durch Vorlegung von Fakturen, Original-Frachtbriefen, kaufmännischen Correspondenzen oder in anderer Weise der nicht amerikanische Ursprung erwiesen ist.

5. Die vorstehenden Bestimmungen können von der Regierung für den kleinen Grenzverkehr außer Anwendung gesetzt werden; ebenso bedarf es keines besondern Nachweises der Abstammung in jenen Fällen, in welchen einzelne der in Frage stehenden Waaren von Reisenden unter dem Reisegepäck bezw. als Passagiergut mitgeführt werden.

6. Fehlen bei der Einfuhr der in Frage stehenden Thiere und Waaren die erforderlichen Ursprungszeugnisse, oder entsprechen die bei der Sendung befindlichen Zeugnisse den gegenwärtigen Be-

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

présentes dispositions ou si les envois ne correspondent pas aux certificats d'origine qui y sont joints et si des explications suffisantes ne peuvent être données sur le champ à ce sujet, les marchandises doivent être renvoyées en vertu du § 139 de la loi douanière, pour autant que les dispositions pénales concernant les importations prohibées ne soient pas applicables.

Luxembourg, le 28 avril 1883.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

stimmungen nicht oder stimmen die Sendungen mit den zugehörigen Ursprungszeugnissen nicht überein und kann auch nicht alsbald hierüber genügende Aufklärung gegeben werden, so hat, sofern nicht wegen Zuwiderhandlung gegen das fragliche Einfuhrverbot das Strafverfahren einzuleiten ist, nach Maßgabe des § 139 des Vereinszollgesetzes die Zurückschaffung der Gegenstände einzutreten.

Luxemburg den 28. April 1883.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Avis. — Administration communale.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, démission honorable a été accordée à M. Jean *Karp*, sur sa demande, de ses fonctions d'échevin de la commune d'Alscheid.

Par le même arrêté les fonctions d'échevin de la dite commune ont été conférées à M. Jean-Pierre *Kneip*, cultivateur et membre du conseil communal à Kautenbach.

Luxembourg, le 28 avril 1883.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist Hrn. Joh. Karp, auf sein Ansuchen, ehrenvolle Entlassung als Schöffe der Gemeinde Alscheid bewilligt worden.

Durch denselben Beschluß ist Hr. Joh. Pet. Kneip, Landwirth und Gemeinderathsmitglied zu Kautenbach, mit dem Amte eines Schöffen besagter Gemeinde betraut worden.

Luxemburg den 28. April 1883.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Avis. — Société des chemins de fer Guillaume-Luxembourg.

MM. les actionnaires de la Société Guillaume-Luxembourg sont convoqués pour le vendredi, 25 mai 1883, à deux heures précises du soir, au siège de la société, rue de Strasbourg 10 à Paris, en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, à l'effet de délibérer sur les objets suivants :

Comme assemblée ordinaire : Approbation des comptes de 1882.

Comme assemblée extraordinaire : 1° Pouvoirs à donner éventuellement au conseil pour tout ce qui touche à la concession et à l'exploitation d'un raccordement avec une ligne décrétée en Prusse, dans la direction de St. Vith à Stolberg, ainsi qu'à la réalisation éventuelle des ressources nécessaires à l'exécution de ce projet.

2° Modifications aux statuts et notamment renouvellement des pouvoirs donnés dans ce but au conseil le 29 avril 1868.

Pour assister à cette assemblée, les porteurs d'au moins vingt actions anciennes ou cent actions privilégiées, ou d'un nombre de ces actions réunies représentant un capital nominal de 10,000 fr., devront déposer leurs titres, soit à Luxembourg au siège social, soit à Paris, à la succursale, rue de Strasbourg n° 10, avant le 11 mai, de midi à trois heures. — Nul ne peut représenter un actionnaire, s'il n'est lui-même membre de l'assemblée. — Des modèles de pouvoirs sont délivrés dans les bureaux de la société.

Le paiement du coupon des obligations 3 % et 5 % de l'échéance du 1er mai 1883 sera effectué, à partir de cette date, à raison de : fr. 7 50 par coupon d'obligation 3 % et fr. 12 50 par coupon d'obligation 5 %, à Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin ; à Lyon, au Crédit Lyonnais ; à Bruxelles, à la succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas ; à Luxembourg, à la Banque Internationale.

LUXEMBOURG. — IMPRIMERIE V. BUCK.